

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service De l'Environnement
Unité Police de l'Eau et Milieux Aquatiques

ARRAS, le 08 mars 2019

Courriel : ddtm-participation-public@pas-de-calais.gouv.fr

Décision concernée : projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies

Période de consultation : du 27 février au 13 mars 2018

Participation du public

Synthèse et réponses aux observations du public

Des projets de réponses aux demandes d'autorisations de retournement de prairies ont été mises à disposition du public du 27 février au 13 mars 2018 conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2013-714 du 05 août 2013.

Au cours de cette consultation, deux types d'observations ont été reçues à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais :

- le premier type porte sur des remarques générales concernant la consultation du public, les enjeux que peuvent représenter les prairies,
- le second type d'observations s'intéresse à chaque demande et présente les remarques formulées pour chaque projet de réponse.

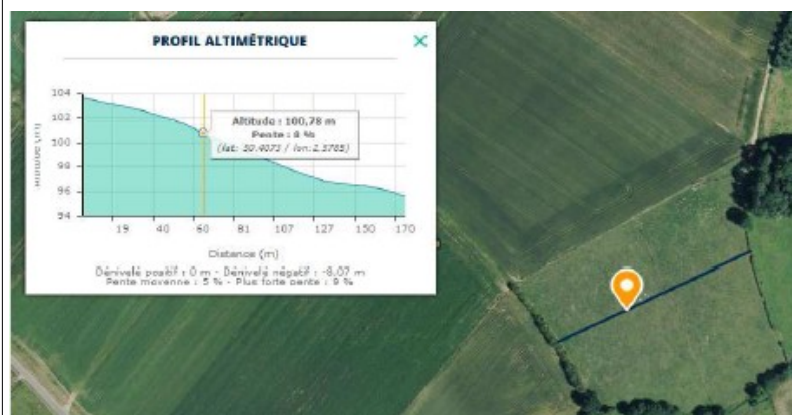
Les points évoqués et les réponses apportées pour le premier type d'observations ont été repris dans un premier fichier déposé sur le même répertoire que ce document.

Pour le second type d'observations, les remarques formulées sur les demandes et leurs réponses sont présentées individuellement dans un fichier et ci-dessous pour celles concernant la sollicitation faite à GAUCHIN-LEGAL :

Observations formulées	Réponses de l'administration
1_Remarques de M. Marc EVERARD - GDEAM 62	
<i>Retournement à Gauchin-le-Gal</i> L'intéressé demande à pouvoir retourner 5,30 hectares et vous proposez de l'autoriser en totalité. Contrairement au cas de l'îlot 3.1, vous ne joignez pas de plan permettant de localiser ces parcelles. Après recherche, ces prairies ne sont pas néanmoins sans présenter d'enjeux environnementaux positifs	► Le plan localisant les 2 îlots concernés est présent en page 4 du projet de réponse.
Sur le plan de l'érosion et des ruissellements Si sur l'îlot 3.1, la pente est faible à nulle, en revanche, sur l'îlot 5.1, nous faisons le constat que ces prairies présentent une pente moyenne variable selon le profil pris en référence. En partie nord, la pente atteint 5 à 6%. En milieu de pente, elle atteint 8% comme en atteste le profil altimétrique ci-dessous. Situées à mi-versant, ces prairies sont donc essentielles à	► Concernant l'îlot 5.1, une visite sur le terrain a été réalisée. Il n'a pas été constaté de fluctuation de pente comme annoncé. Cette fluctuation correspond aux limites de

l'interception des ruissellements et à la lutte contre les ravinements et l'érosion des sols à l'interface entre les terres cultivées en haut de versant et le fond de la vallée de Caucourt.

Profil altimétrique de la parcelle en partie nord (source Géoportail)



Il est à noter :

- que la commune de Gauchin-le-Gal est particulièrement sensible à l'érosion des sols, raison pour laquelle elle est concernée par le Plan de prévention des risques naturels inondation de la vallée de la Lawe, dont le Caucourt est affluent. Ce plan recense des "zones d'influence des ruissellements" et des "thalwegs à risque de fort ruissellement".
- que le plan énumère une liste de thalwegs drainant les eaux de ruissellement et les coulées de boue, dont les pentes s'étagent entre 2,2 à peine et 8,7%.
- Dans ce contexte, il est essentiel de ne pas générer de nouveaux désordres hydrauliques à l'amont de la vallée de Caucourt, y compris sa partie située sur la commune éponyme.

En conclusion, ces prairies nous semblent appartenir un secteur sensible et à un bloc de prairies de trop faible étendue pour permettre le retournement de 2,65 hectares à mi versant sans risque d'aggravation des phénomènes de ruissellement et érosion.

Sur le plan des enjeux paysager / haies / corridor biologique

Ces deux parcelles appartiennent à un petit bloc de parcelles bocagères à l'interface entre les terres cultivées (openfield) et le talweg de la rivière de Caucourt. Le paysage d'openfield dominant est rompu localement essentiellement grâce aux prairies bocagères persistantes en vallée de Caucourt.

Les parcelles sont entourées de haies sur au moins 3 côtés : haie arbustive à l'ouest, haie basse à l'est, haie arborée discontinue au sud.

Ces parcelles appartiennent à un corridor biologique prairial et bocager. Il est constitué de quelques prairies maillées de haies et de micro-bosquets de faible largeur à proximité du ruisseau. Le caractère linéaire et étroit de cet ensemble en fait un corridor biologique très fragile.

Ce corridor écologique est figuré au Schéma régional de cohérence écologique du Nord-Pas-de-Calais en tant que corridor potentiel à remettre en bon état » (cf. extrait ci-dessous). La flèche indique la localisation des prairies à retourner.

précision de l'outil informatique. La pente est donc bien inférieure à 7 % sur l'ensemble de la parcelle, correspondant au critère dérogatoire prévu par le PAR.

La parcelle répond aux critères dérogatoires du PAR vis-à-vis du retournement des prairies, notamment pour ce qui concerne la pente maximale à ne pas dépasser.

Pour autant, comme il est précisé dans le projet de courrier de réponse qui sera adressé au demandeur, l'autorisation accordée à l'exploitant ne l'exonère pas des responsabilités qui lui incombent, notamment si le retournement de la parcelle occasionne ou aggrave des risques naturels (inondations, coulées de boues...).

► Il est rappelé que l'autorisation délivrée ici ne porte que sur la demande de retournement de prairie permanente.

En aucun cas, cette dernière n'est accompagnée d'une autorisation d'arrachage de haies.

D'un point de vue réglementaire, la préservation des haies peut, quant à elle, être encadrée ou favorisée selon les cas par différentes réglementations et politiques :

- la Politique Agricole Commune (PAC) : au titre de la conditionnalité des aides du premier pilier, l'exploitant demandeur d'aides doit maintenir les éléments topographiques qui peuvent être identifiés sur ses parcelles. Les haies en font partie. Le non-respect de cette règle entraîne une réduction des aides demandées sans que leur maintien puisse être exigé.

- le code de l'urbanisme et les documents de planification : certaines haies peuvent être identifiées et reconnues comme présentant un intérêt spécifique pour la commune ou l'intercommunalité et faire l'objet dans ces conditions, d'une attention voire d'une protection là où elles sont implantées. Ces éléments peuvent être repris dans le Plan Local d'Urbanisme ou en l'absence de document d'urbanisme, être réglementés après délibération du conseil municipal et enquête publique, comme le précise l'article L.111-22 du Code de l'Urbanisme.

Sans ce dernier élément, il ne peut être rendu réglementairement obligatoire le maintien des haies.



Comme il est précisé, le SRCAE n'est pas opposable réglementairement (suite à son annulation au Tribunal Administratif). Il ne peut être fait référence à ce dispositif pour imposer une décision.

Si le SRCAE n'est pas opposable, il n'en a pas moins valeur d'expertise qu'il convient de prendre en considération dans les décisions publiques.

En conclusion, le retournement des deux parcelles sous numéro d'îlot 5.1 nous paraîtrait préjudiciable au corridor biologique à dominante prairial de la vallée de Caucourt, à la préservation des haies et à un paysage particulier déterminant pour rompre le caractère hégémonique de l'openfield environnant.

2_Remarques de M. David FACON naturaliste, adhérent GEDEAM 62, GON 59/62, SBNF, SENF

PROJET 1 : GAUCHIN LEGAL.

Les deux parcelles visées se situent sur un versant dont le fond voit le passage d'un cours d'eau. Au vu des courbes de niveau, il y a un dénivelé de près de 10 mètres entre le haut et le bas de la parcelle de l'îlot 5.1, le plus proche du cours d'eau. La distance entre le bas de la parcelle et le cours d'eau n'est pas indiquée mais paraît très réduite. Aucun élément ne permet de préjuger de l'absence d'impact du retournement de la prairie sur cet îlot. Contrairement au second îlot, il n'y a pas de photo aérienne qui pourrait apporter des informations sur la nature de l'occupation du sol des terrains en aval et la présence éventuelle de talus boisés, haies... susceptibles de faire obstacle aux ruissellements dans le cours d'eau. Dans ces conditions, l'autorisation de retournement n'est pas suffisamment justifiée.

Sur l'îlot 3.1, la photo révèle la présence d'un linéaire boisé bordant la parcelle en aval de la pente. Ce linéaire se situe-t-il sur un talus ? Joue-t-il un rôle dans la limitation des ruissellements ? Si c'est le cas, sa préservation et son entretien sont-ils exigés ? Quelle est la nature des terrains en aval jusqu'au cours d'eau, en particulier des surfaces dont le couvert végétal semble peu dense par rapport aux parcelles voisines enherbées ?

► Concernant l'îlot 5.1, suite à une visite sur le terrain, il a été confirmé que la pente de la parcelle est inférieure à 7 % sur son ensemble. Le bas de la parcelle et le cours d'eau sont éloignés de plus de 100 mètres et sont séparés par une prairie où la pente reste limitée.

Les projets de réponse qui sont présentées ici ne portent que sur les autorisations de retournements de prairies. Ils ne traitent ni des obligations d'entretien et ni de la préservation des linéaires boisés à proximité qui ne relèvent pas de la réglementation portant sur le retournement des prairies (voir réponse ci-dessus). A noter que le terrain en aval est une prairie.

Au vu des éléments présentés ici, les remarques formulées ne peuvent être retenues dans les décisions qui concernent cette demande.